

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Unesco-Allocution-de-Felipe-Perez-Roque-Ministre-des-Relations-Exterieures-de-la-Republique-de-Cuba>

Unesco : Allocution de Felipe Pérez Roque, Ministre des Relations Extérieures de la République de Cuba,

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -
Date de mise en ligne : lundi 26 mars 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Excellences :

Cette convocation revêt une signification spéciale pour le Mouvement des pays non alignés : elle découle de notre Quatorzième Conférence au sommet, tenue avec succès à La Havane en septembre 2006, au cours de laquelle nous avons réitéré, nous les cent dix-huit nations membres, notre devoir imprescriptible de consolider notre unité et notre concertation dans un monde toujours plus injuste et inégal qui fait fi de notre droit à la paix et au développement.

En nous réunissant en conformité avec le mandat de nos chefs d'Etat ou de gouvernement de relancer la coordination entre les pays non alignés à l'Unesco, nous ne nous bornons pas à renforcer et à revitaliser notre Mouvement : nous reprenons une tradition qui remonte à 1973 quand nous avons créé le Comité des pays non alignés qui nous représentait devant cette Organisation. Bien des illustres représentants réunis ici se souviennent sûrement des débats historiques et des retombées significatives des contributions de nos pays à ses décisions.

Je tiens à rappeler les contributions du Mouvement des pays non alignés aux débats ayant à voir avec le renforcement de l'identité culturelle des peuples, avec l'établissement d'infrastructures d'information nationales et avec l'accès des pays en voie de développement à la science et à la technique.

Comment ne pas évoquer aujourd'hui le rôle joué par le Mouvement dans la dénonciation du déséquilibre régissant les courants d'information mondiaux ? Abordée pour la première fois en 1973 à la Quatrième Conférence au sommet d'Alger, la question a été au cœur des activités de l'Unesco de 1977 à 1982, étape au cours de laquelle la promotion du Nouvel Ordre mondial de l'information et des communications, qui liait l'information aux débats concernant la distribution mondiale des ressources, a constitué sans aucun doute une des contributions majeures du Mouvement aux travaux de l'Unesco.

Mais notre tâche d'aujourd'hui, Excellences, n'est pas seulement de rappeler l'histoire : nous devons travailler et lutter de concert, avec une force renouvelée, pour défendre nos droits.

Les défis que nous avons à relever maintenant sont encore plus grands. En effet, l'environnement dans lequel le Mouvement des pays non alignés doit jouer son rôle a subi un changement radical.

Les graves problèmes qui menacent les pays du Sud, loin de diminuer, ne cessent d'empirer. L'on nous impose un ordre international absurde et cruel qui empêche la plupart de nos peuples de bénéficier du développement, de la paix, du progrès et de la culture.

L'on nous impose un ordre international qui empêche l'accès général à la culture et à la science, à l'éducation pour tous et à la justice sociale, toutes aspirations qui sous-tendaient la Constitution de l'Unesco en 1945.

Nous appelons donc aujourd'hui les pays non alignés à relancer les travaux du Mouvement à l'Unesco, car nous devons lutter de concert pour transformer cet ordre injuste et intenable.

Nous vous avons convoqué parce que nous jugeons possible de lutter pour un monde qui ne compterait plus 800 millions d'analphabètes et 80 millions d'enfants non scolarisés. Il est douloureux de rappeler ici que, selon l'Unesco, seuls quarante-sept pays ont atteint les six objectifs de l'Education pour tous fixés à Dakar en 2000. Peut-on assurer aujourd'hui que les cent quatre-vingt-douze pays de l'Unesco les auront atteints d'ici à l'an 2014 ? D'où viendraient d'ailleurs les ressources, alors que les deux tiers des pays représentés ici souffrent toujours plus des retombées

d'une dette qui ne cesse de gonfler et de l'impossibilité étouffante d'accéder à la connaissance, à la technologie et aux marchés du Nord développé, mais protectionniste ?

Nous vous avons convoqué parce que nous jugeons possible de bâtir un monde où vingt mille enfants ne mourraient plus de faim, comme c'est le cas, jour après jour.

Nous vous avons convoqué parce que nous jugeons possible d'oeuvrer de concert contre la marchandisation et la privatisation du gros de la production intellectuelle, lesquelles convertissent la connaissance en un instrument visant à perpétuer les inégalités.

La volonté de convertir la culture en marchandises et d'annihiler la diversité culturelle nous menace.

Nous en arrivons au comble d'entendre taxer l'art authentique et autochtone, les expressions artistiques de nos pays, de « culture alternative » et de les voir condamner par les modèles homogénéisateurs et banals de ce qu'on appelle l'industrie du divertissement. Ce qui est cultivé est taxé d' « alternatif », tandis que ce qui est banal et commercial devient la norme. L'art qui fait penser est devenu dissident, tandis que règne la médiocrité.

Substituer aux citoyens des consommateurs, telle est l'opération en marche qui vise à démoraliser l'opposition politique à l'ordre mondial en place et à étendre la domination d'une poignée de puissants intérêts transnationaux.

Convertir le mirage de la consommation effrénée en synonyme de développement, comme on peut le constater sur tous téléviseurs du monde entier, témoigne éloquentement d'un mode de vie qui menace d'ores et déjà la survie de notre espèce, épuise les ressources naturelles, dégrade, pollue, déboise la planète et risque de rendre la vie sur Terre impossible. Mais c'est là aussi la preuve d'un système pervers qui stimule le consumérisme d'une élite, dans un monde qui compte pourtant 852 millions d'affamés, deux milliards de gens sans électricité et plus de deux milliards de personnes qui n'ont jamais parlé au téléphone de leur vie et pour qui le mot Internet ne signifie absolument rien.

Nous vous avons convoqué parce que nous jugeons indispensable d'oeuvrer de concert en vue de défendre notre droit à bénéficier nous aussi de l'avancée impétueuse de la science et des technologies. Le fossé technologique entre le Nord et le Sud se creuse. Pour la plupart de nos peuples, la « Société de l'information » n'est qu'un vain mot. Ce qu'on appelle « l'Economie de la connaissance » fonctionne comme un nouvel instrument d'exploitation et amplifie l'avantage que les pays développés ont accumulé.

L'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon produisent à eux seuls plus de 80 p. 100 de toutes les publications scientifiques et génèrent plus de 90 p. 100 des brevets. 72 p. 100 des scientifiques du monde vivent et travaillent dans les pays industrialisés. Ceux-ci investissent tous les ans 600 milliards de dollars dans la recherche-développement, tandis que le reste du monde, où vit 86 p. 100 de la population de la planète, investit douze fois moins.

Nos pays doivent faire face non seulement à la privatisation croissante de la connaissance et des lois sur la propriété intellectuelle, conçues pour défendre les intérêts des pays développés et des transnationales, mais aux obstacles non tarifaires qui ferment les marchés du Nord à nos productions.

On prétend piller, breveter et commercialiser sans scrupules depuis le principe actif d'un remède utilisé depuis des siècles par une culture aborigène jusqu'aux chansons que nous chantaient nos aïeux !

Nous sommes toujours plus victimes, par-dessus le marché, du « vol des cerveaux ». Si les émigrants de nos pays

sont des pauvres en quête de travail, on les persécute, on les maltraite, on leur ferme les portes ; si ce sont des scientifiques ou des ingénieurs, on les incite à émigrer en leur psalmodiant des « chants de sirène » et en leur promettant monts et merveilles. Un million deux cent mille spécialistes provenant d'Amérique latine et de Caraïbes travaillent aux Etats-Unis et dans deux autres pays développés : les conséquences de cette saignée de talents et de capacités intellectuelles sont dévastatrices.

Nous vous avons convoqués parce que nous jugeons possible de lutter pour un monde où les avancées scientifiques serviraient à combattre les maladies et le sous-développement, non à concevoir des systèmes d'armements toujours plus perfectionnés et plus meurtriers.

La concentration de la propriété des médias et leur dépendance envers des commanditaires toujours plus puissants ont converti la liberté de l'information en un vain mot.

Les nouvelles que l'on divulgue ou que l'on tait sont celles qui conviennent aux puissants intérêts qui trafiquent tous les ans pour un billion de dollars en pub. Ce qui est importe, ce n'est pas le lecteur ou le téléspectateur, mais le patron et le sponsor qui, tels des dieux, décident de ce qui se publiera, manipulent les nouvelles, légitiment la discrimination et stimulent la soumission à un état de choses que l'on nous présente comme notre destinée manifeste.

Cet ordre mondial viole les nobles aspirations consacrées dans la Constitution de l'Unesco, de sorte que notre devoir, en tant que Mouvement des pays non alignés, et celui de notre génération est de nous battre pour le transformer !

Excellences,

Pour que le Mouvement des pays non alignés atteigne son objectif de relancer son action à l'Unesco, en conformité avec le mandat de nos chefs d'Etat ou de gouvernement, il est essentiel que tous ses membres contribuent et que soient activées toutes ses structures de travail.

La preuve est faite que nous pouvons nous battre avec succès. La Convention sur la diversité culturelle, adoptée par 148 voix contre 2, indique bien qu'unis, nous pouvons nous faire entendre.

Joignons nos efforts pour développer une coopération visant à satisfaire aux besoins éducationnels de base de nos pays.

Défendons le patrimoine de nos peuples et leur histoire.

Défendons notre droit à la diversité culturelle.

Favorisons le débat sur les problèmes des arts, sur les phénomènes culturels et sur le développement, dans un monde menacé par l'hégémonie et où il est urgent que nous nous battions pour préserver nos cultures.

Stimulons le dialogue entre les cultures et les civilisations, opposons-nous énergiquement au prétexte éculé du « choc des civilisations » avancé par ceux qui prônent un militarisme agressif et menacent la paix de nos peuples.

Luttons pour sauver et conserver le patrimoine culturel, matériel et immatériel, de nos peuples, et réclamons le retour

des biens culturels dans les nations autrefois soumises à la domination coloniale.

Proclamons une fois de plus que les droits culturels font partie intégrante des droits de l'homme. Réclamons le respect des droits des minorités, des exclus, des marginalisés, des peuples indigènes et des Afrodescendants.

Rappelons-nous ici les mots du président Fidel Castro : « Qu'est-ce que la patrie, sinon une culture à soi ? »

Bâtissons des alliances avec les secteurs de la société civile du premier monde qui assistent, toujours plus inquiets, à la banalisation et à la désinformation auxquelles la publicité soumet leurs peuples. Travaillons de concert avec les gouvernements qui seraient disposés à mettre en place des politiques culturelles en mesure de défendre leurs identités nationales et de protéger leur patrimoine.

Messieurs les délégués,

Nous pouvons compter sur l'expérience, l'intelligence, l'enthousiasme et la volonté politique des gouvernements non alignés que vous représentez pour faire progresser nos travaux à l'Unesco.

Cuba est convaincue, en sa qualité de présidente du Mouvement, que, même si les défis à relever sont plus lourds, nous sommes en mesure de le faire si nous restons unis et si nous oeuvrons en collaboration étroite avec le Groupe des 77.

Notre hétérogénéité en tant que membres et notre diversité d'intérêts ne doivent pas constituer un frein à nos objectifs : elles doivent être au contraire une sources d'idées, d'initiatives et de propositions à même d'enrichir nos actions conjointes. Notre diversité doit être un point fort, non un point faible.

Je vous convoque à ne pas lésiner sur les efforts pour renforcer toujours plus notre unité, notre solidarité et notre coopération. Ce n'est qu'ainsi que nous défendrons nos droits et que nous occuperons la place qui nous revient dans l'arène internationale.

Les pays non alignés croient en l'Unesco et aux valeurs qu'elle représente. Nous croyons aussi au multilatéralisme et à la coopération internationale ; non à la guerre et à l'hégémonie.

En vous transmettant le salut solidaire de notre peuple noble et courageux qui, sur sa petite île, a su braver les tempêtes et vaincre le blocus et les agressions, je vous renouvelle sa confiance infini qu'il est possible de conquérir un monde meilleur, de paix, de justice et de liberté pour tous.

Je vous remercie.